

La visibilité urbaine de la culture

François Charbonneau

Number 50, 1989

Le théâtre dans la cité

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/26576ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (print)

1923-2578 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Charbonneau, F. (1989). La visibilité urbaine de la culture. *Jeu*, (50), 94–98.

la visibilité urbaine de la culture

Pouvez-vous penser à certains lieux à Montréal susceptibles d'être recyclés comme espaces théâtraux? Quel serait l'intérêt d'un tel recyclage?

Urbaniste et professeur à la Faculté d'aménagement de l'Université de Montréal, François Charbonneau, qui a jadis fait ses Beaux-Arts, s'intéresse à la culture depuis plusieurs années; il a d'ailleurs déjà travaillé activement dans ce secteur, par le biais des arts graphiques.

Quand les cheminées de l'industrie traditionnelle s'éteignent une à une dans les villes nord-américaines, la culture devient industrie. De nouvelles fonctions économiques et sociales lui sont assignées. Ce sont d'abord les principaux monuments du patrimoine immobilier local qui servent de support à une nouvelle identité urbaine. Puis, une décennie plus tard, comme les activités culturelles manquent de visibilité dans l'espace de la ville, les urbanistes et les designers reçoivent le mandat de traduire spatialement la reconnaissance nouvelle, par les élites économiques et administratives, de l'importance stratégique des industries de la culture. La recherche du sens des grandes agglomérations en dépend à plus d'un titre.

Qui pourra désormais accuser la culture d'être trop subventionnée si elle représente plus ou moins officiellement le principe générique du sens de la ville? Tant mieux si le producteur culturel perd son statut de marginal. Il se voit désormais affublé, un peu superficiellement, d'un «droit de cité» qui remonte à la Renaissance italienne¹.

pourquoi ce nouveau droit de cité de la culture

Comme souvent dans le domaine du développement urbain, le pourquoi se confond avec un pour qui.

Les faits sont connus. La double tendance lourde que les villes ont subie depuis une vingtaine d'années est un mouvement continu de désindustrialisation, surtout dans les quartiers anciens, mouvement mal compensé par la tertiarisation du centre. Bref, les tours à bureaux ne sont pas des symboles de vie collective comme ce fut le cas avec les cheminées d'usine dominant les faubourgs ouvriers. La preuve en est que les centres-villes se vident dès cinq heures, et deviennent parfois des zones urbaines désertiques et dangereuses les jours fériés. Baisse de la population des anciens quartiers limitrophes au centre, évasion/évacuation vers la banlieue des nouveaux

1. Voir l'excellente étude de Daniel Latouche *et al.*, commanditée par la CIDEF de la Ville de Montréal, *Formes et lieux de l'expression culturelle: problématique et concepts*, INRS-Urbanisation, 1988.

cols blancs... Ce sont là des signes tangibles de la recomposition des classes sociales dans la ville postmoderne.

Pour contrecarrer cette perte de population marquée — pensons que la ville de Montréal est sous le seuil du million d'habitants —, et éviter que la partie la plus ancienne de l'agglomération ne concentre que les populations pauvres, marginales et errantes, les administrations doivent inventer des stratégies de revitalisation économique et de consolidation des anciens quartiers.

Mais voilà que la «gentrification», ou l'embourgeoisement des anciens quartiers, et la consolidation de l'emploi pour la population traditionnelle qui vit encore sur place, nécessitent une revivification de la culture urbaine. La sauvegarde du patrimoine, bien que tardive dans certaines villes, a permis de protéger le tissu urbain, d'empêcher que la politique moderniste d'implantation de tours impersonnelles ne détruise l'identité de la ville. Cette lutte pour conserver à la ville son sens traditionnel de lieu de la confrontation et de la différence est à l'origine du débat des modernes et des postmodernes en matière d'architecture urbaine et d'urbanisme. Une rue, ce n'est pas une route. C'est un espace public et multifonctionnel.

Que diable viennent faire le théâtre, les arts plastiques et les arts d'interprétation dans ce débat et ces nouvelles politiques urbaines? Eh bien, depuis le temps que l'on dit que la rue est le théâtre de la vie, il faudrait que cela soit le cas. Pourquoi vivre en ville si tout y coûte plus cher, sans plus? Les restaurants à la mode, les bars de rencontre et les boutiques de luxe ne peuvent à eux seuls constituer l'infrastructure de consommation de la nouvelle urbanité. La culture fait désormais partie de son quotidien. Sur ce plan, les grands spectacles de la Place des Arts sont nécessaires mais non suffisants.

Il faut en effet créer des rituels et des itinéraires reconnus de fréquentation des cinémas et des galeries, faire en sorte que le rythme des saisons soit accompagné de grandes manifestations culturelles dans la rue et sur les places publiques, amener le touriste à se frotter à la population locale grâce à des spectacles de rue, etc.

On ne descend plus dans la rue comme durant les années 1970. Rien de contre-culturel ici. Les grandes entreprises partagent cette nouvelle culture de la ville. Elles s'associent à des manifestations autres que sportives, vont même jusqu'à investir dans une galerie ou un théâtre de poche. Un nouveau mécénat culturel est né. Comment signaler sa reconnaissance sans célébrer la visibilité de l'industrie culturelle dans la ville?

ne pas confondre les moyens et les objectifs

Toutes les villes dignes de ce nom sont dotées d'un centre de la culture, genre Place des Arts. Il correspond à un pôle de rayonnement et manifeste les intentions internationalistes de la localité en matière de consommation culturelle. Les grands équipements de ce pôle, le plus souvent localisés au centre de l'agglomération, ne répondent pas complètement aux besoins. De plus, ils ne peuvent entièrement rendre justice au dynamisme de la production locale, étant donné leur volume et leur caractère premier de lieu de diffusion et non pas de production.

Est-il possible de concevoir une politique urbaine qui aurait pour effet d'augmenter la visibilité des activités culturelles locales et, de ce fait, de constituer une bonification des aides à la création? Ce serait une façon d'ajouter aux formules courantes d'aide à la création individuelle et de concentration de l'effort collectif dans des équipements de prestige.

La tâche n'est pas évidente, et il n'est pas facile d'identifier clairement les objectifs et les moyens

d'un tel projet. Une idée a fait son chemin à Montréal depuis quelques années. Il s'agit de l'aménagement d'un corridor culturel le long de l'axe de la rue Sainte-Catherine, de part et d'autre de la Place des Arts. Vous souvenez-vous de ce qu'il était advenu de Corridart durant les Jeux olympiques? Quel curieux retour des choses!

En principe, cette idée de raffermissement de la visibilité de la culture dans la ville au moyen d'un tel aménagement, encore à concevoir précisément, est frappante par sa simplicité et son réalisme. Et elle ne manque sans doute pas d'appuis spontanés de la part des milieux concernés. Chose certaine, le designer en est enthousiaste. Que de panneaux de signalisation, de banderoles colorées, de vitrines intrigantes et de circuits guidés ne pouvons-nous pas imaginer! Le quartier de Soho à New York devient l'emblème de la nouvelle culture urbaine, le modèle à suivre.

Cette euphorie passée, quelques questions demeurent. L'une d'entre elles les résume. Qui en profitera: les marchands ou les producteurs? Et lesquels? Dit autrement, une telle réalisation ne ferait-elle pas qu'accroître la marginalité spatiale de la production locale? Il y aurait la culture du corridor consacré enceinte culturelle représentative du dynamisme local, et l'autre culture, innommée, en dehors de! Remarquons que les producteurs culturels se sont toujours arrangés pour contourner les lieux superficiellement représentatifs.

Sans rejeter l'idée d'un renforcement du pôle culturel que constitue la Place des Arts², ne faudrait-il pas préciser quelques-uns des objectifs à poursuivre par une politique générale de visibilité urbaine de la culture?

Sans prétendre ici en épuiser la liste ni même les présenter dans un ordre hiérarchique, voici quelques objectifs qui apparaissent être en accord avec l'identité culturelle éclatée de Montréal³.

Tout effort pour accroître la visibilité urbaine des activités culturelles devrait poursuivre un objectif de réduction de la distance entre la diffusion/consommation et la création/production. L'idée est moins abstraite qu'il n'y paraît à première vue. Les foyers culturels — ces espaces où des concentrations de lofts de production et d'activités de diffusion souple font sentir leurs effets sur le caractère du quartier — ne manquent pas à Montréal. Le théâtre est sans aucun doute l'une des formes d'activités, sinon la principale, qui ont généré ce genre d'ambiance urbaine recherchée. Ce que le public semble rechercher dans la fréquentation périodique de ces foyers culturels montréalais traditionnels, c'est justement la sensation de parcourir les chemins de la création au moment où elle se fait. Cette expérience urbaine unique, que seules les grandes villes peuvent procurer, repose sur la multiplicité des foyers de concentration et non pas sur le gigantisme des grands équipements.

Il serait aisé de concevoir une aide immobilière à la production qui reposerait sur une adaptation de programmes existants dans les domaines résidentiel, commercial et industriel. Par exemple, ce pourrait être la mise en place de coopératives où les producteurs culturels habiteraient et produiraient tout à la fois. Trop souvent, ceux-ci sont au contraire chassés des édifices qui les abritent traditionnellement, au nom de certaines normes qui relèvent bien plus de l'industrie que de l'activité réelle qui s'y déroule. Pensons à ce photographe-artiste qui a été récemment chassé du centre-ville parce que la tuyauterie de son atelier personnel ne répondait pas à des normes conçues en fonction d'un volume industriel.

2. Voir le même document.

3. Quelques-unes des idées affirmées ci-après sont tirées d'une offre de service de François Charbonneau et de Jean-Paul Guay déposée à la Ville de Montréal en 1987.



La «Place des Arts», rue Bleury, en face du Gesù, en 1954. Ancien repaire d'artistes, qui en furent expulsés par ordre de la Ville. Photo tirée de *Québec underground*, Éditions Médiart.



La salle Wilfrid-Pelletier de l'actuelle Place des Arts.

Dans plusieurs rues commerciales et dans certaines anciennes zones industrielles très centrales, les étages supérieurs et les locaux sont abandonnés ou sous-utilisés. Pourquoi ne pas établir une politique d'affectation et de recyclage à des fins culturelles? Les expériences positives de ce genre ne manquent pas.

En échange de ce genre d'aide aux infrastructures légères de production culturelle, les producteurs accepteraient parfois les intrus dans leur atelier. Pour qui est extérieur au domaine, le fait d'assister à une répétition de danse peut constituer une expérience unique. Cette visibilité de la production et de ses conditions objectives pourrait constituer une excellente source de sensibilisation à la culture qui se fait.

La culture gagne toujours à une proximité des autres activités, à condition de pouvoir se maintenir dans les lieux. Il est possible de concevoir des interventions qui viseraient à maintenir les activités de production culturelle dans les zones urbaines denses et à renforcer la proximité de la culture et des autres industries. Il est dommage de constater que les producteurs et les propriétaires de salles de spectacle ou de galeries sont expulsés des quartiers qu'ils ont colonisés et rendus attrayants et populaires. La surenchère immobilière vient à terme chasser les pionniers culturels qui récupèrent des lieux urbains à l'abandon. L'axe culturel de la rue Saint-Laurent semble être parvenu à une étape d'inaccessibilité pour la relève culturelle.

Le défi n'est pas facile à relever. Comment augmenter la mixité des fonctions dans certaines zones urbaines denses et valoriser les espaces considérés ici sans créer un mouvement inflationniste sur le plan des valeurs foncières? La Ville de New York a inventé une espèce de zonage visant à protéger simultanément les artistes et les industries artisanales dans certains quartiers. Les résultats sont parfois décevants, mais tout de même positifs dans l'ensemble.

La multiplicité des foyers culturels sur l'ensemble du territoire montréalais appelle une intervention discrète et multiforme, favorisant une consolidation du statut de l'industrie locale dans l'espace urbain. Raffermer le droit de cité de la culture — la visibilité spatiale de la culture

en développement, si l'on préfère — exige bien plus que la création d'un corridor culturel sans politique de maintien des producteurs dans les lieux. Dans cette éventualité, l'expérience ne dépasserait guère le niveau de l'artifice touristique superficiel.

Somme toute, une publication comme *Voir* fait bien plus pour soutenir la présence de la culture locale dans la ville que tout aménagement grandiloquent. Par contre, l'administration municipale dispose de moyens dans ses prérogatives de planificateur du développement urbain qui, à peu de frais, pourraient servir à des fins de consolidation économique des industries culturelles. L'image de marque de la cité postmoderne dépend en grande partie de la vitalité de sa culture locale, et non pas seulement d'investissements dans des équipements de diffusion gigantesques.

françois charbonneau